



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Le Premier ministre

Déclaration gouvernementale sur le Moyen Orient

Luc Frieden

Premier ministre du Luxembourg

Luxembourg, Chambre des Députés

3 mars 2026

Traduction d'une transcription verbatim

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

L'ordre mondial fondé sur des règles est en désarroi. La paix ne va plus de soi. Depuis samedi, le monde est confronté à un nouveau conflit militaire, dont les répercussions se font sentir directement au Moyen-Orient et Proche-Orient, mais aussi en Europe. La guerre est aux portes de l'Europe ; en Ukraine, à Gaza, et désormais en Iran et dans l'ensemble de la région du Golfe. La situation est grave. Elle met à l'épreuve les valeurs et les principes sur lesquels repose notre pays.

Le Luxembourg et l'Europe restent fidèles aux principes de la Charte des Nations unies — en toutes circonstances. Le Luxembourg se tient du côté de la diplomatie, de la paix et du droit international. Il se tient aussi du côté de la liberté et des droits humains. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui, peut-être plus que jamais, en faveur d'une Europe forte, une Europe qui défend les valeurs de paix, de liberté, de démocratie et de prospérité. Ce nouveau conflit en Iran et dans la région soulève de nombreuses questions, notamment au regard du droit international.

La voie diplomatique entre l'Iran et les États-Unis sur le programme nucléaire, sous médiation omanaise, était-elle réellement arrivée à son terme ? Le risque d'une attaque iranienne contre Israël était-il imminent ? Et quel soutien le peuple iranien réclame-t-il pour pouvoir enfin vivre libre ? Nous ne le savons pas, car l'Europe n'a été associée ni à cette décision ni au moment choisi pour ces attaques contre l'Iran samedi dernier. Cette guerre au Moyen-Orient ne fait que commencer. Elle n'en est qu'à son quatrième jour, et tout laisse penser qu'elle pourrait durer. Nous sommes inquiets de voir ce conflit s'étendre à toute la région. Mais nous savons aussi que le régime iranien ignore et piétine le droit international depuis des décennies, et qu'il représente une menace pour ses voisins comme pour le reste du monde. Une menace qui se manifeste, entre autres, par le développement d'armes nucléaires en Iran, la répression de ses minorités, l'écrasement de toute opposition et le soutien à des organisations terroristes dans d'autres pays.

Ces évolutions exigent toute notre vigilance. Nous avons affaire à un conflit régional aux répercussions internationales. C'est pourquoi, depuis le début de ce conflit samedi, le ministre des Affaires étrangères et moi-même avons multiplié les échanges, entre nous ici au Luxembourg et avec nos partenaires étrangers, afin de déterminer ce que nous pouvons faire et ce que nous devons faire. C'est aussi pour cette raison que le gouvernement s'est réuni hier matin en conseil extraordinaire. Car ce conflit, je le répète, nous concerne directement et indirectement, avant tout sur le plan humain, mais aussi sur les plans économique et géopolitique. La première priorité du gouvernement est de garantir la sécurité du pays et de ses citoyens, au Luxembourg comme à l'étranger.

Nous sommes aux côtés de tous les ressortissants et résidents luxembourgeois actuellement bloqués dans la région. Dès samedi, le ministre des Affaires étrangères et moi avons donné les instructions nécessaires pour leur venir en aide au mieux. Le ministre des Affaires étrangères détaillera dans son intervention les mesures envisagées pour aider nos ressortissants dans la région. Dans ce contexte, nous ne perdons pas de vue notre propre sécurité, qui reste une priorité. Nos services de sécurité — en particulier la police et les services de renseignement — sont mobilisés et coopèrent étroitement avec nos partenaires afin de détecter et de prévenir toute menace.

La situation est grave et demeure incertaine. C'est un fait, que depuis des décennies, le régime iranien est une source de répression à l'intérieur du pays et d'instabilité bien au-delà de ses frontières. Son propre peuple est réprimé, torturé, emprisonné, tué. Ces dernières semaines encore, de grandes manifestations ont été brutalement réprimées. Le programme nucléaire et le financement de milices terroristes au Liban, à Gaza, au Yémen et ailleurs contribuent à l'insécurité de nos partenaires et alliés. Sans oublier que des drones iraniens soutiennent chaque jour la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine.

C'est pourquoi le Luxembourg et l'Union européenne se tiennent, aujourd'hui encore, aux côtés du peuple iranien. Nous le soutenons dans ses aspirations à l'auto-détermination, à la liberté et au respect de ses droits fondamentaux. Ce sont là aussi des principes du droit international. À cet égard, ce moment pourrait être porteur d'espoir pour le peuple iranien, même si cet espoir demeure fragile. Si la mort du dirigeant iranien apparaît comme une condition nécessaire au changement, elle n'est certainement pas la seule. Il est encore trop tôt pour prédire comment la situation évoluera en Iran même, un pays de tout de même 90 millions d'habitants avec une structure sociale complexe. En même temps, l'histoire de cette région nous montre que des changements de régime imposés de l'extérieur ne garantissent pas toujours la stabilité et la paix dans cette région. Malheureusement, il faut bien le dire. Un vide peut vite être comblé — et pas toujours au service de la liberté et des réformes. Mais une chose est claire : la situation actuelle aura des répercussions importantes sur l'Iran, sur toute la région et aussi sur l'Europe.

Le Moyen-Orient n'est pas seulement essentiel pour l'approvisionnement mondial en énergie. Le détroit d'Ormuz est aussi l'un des passages maritimes les plus importants pour le commerce international. Et lorsque le Moyen-Orient s'embrase, cela se répercute immédiatement sur les prix de l'énergie — et donc sur l'inflation, sur le pouvoir d'achat des citoyens et sur l'activité de nombreuses entreprises, en particulier celles qui dépendent fortement de l'énergie. Le maintien de routes commerciales et d'un environnement économique international stable est directement lié à l'emploi et à la prospérité chez nous.

C'est pourquoi le Luxembourg, pays de dialogue et de paix, appelle toutes les parties à la retenue dans ce conflit. Nous condamnons fermement toute attaque contre le territoire de nos partenaires et alliés dans la région. Nous exprimons notre pleine solidarité avec des États tels que le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman, Bahreïn, l'Arabie saoudite et la Jordanie. Le ministre des Affaires étrangères et moi transmettons également ce message à un certain nombre de dirigeants et de ministres des Affaires étrangères de la région. Car ce sont précisément ces pays qui sont aujourd'hui en première ligne face à l'escalade et qui ont été, au fil des années, au cœur des efforts diplomatiques. Certains d'entre eux ont même joué, tout récemment, un rôle important d'interlocuteurs et de médiateurs auprès de l'Iran. Ils ne doivent pas devenir les victimes de cette guerre.

Et nous sommes également solidaires de nos partenaires européens. Je pense notamment à nos amis chypriotes, mais aussi à tout autre pays de l'Union européenne qui serait attaqué ou menacé de l'être. J'ai d'ailleurs exprimé cette solidarité au président chypriote lors d'un entretien ces dernières heures. Même si la situation actuelle est différente à certains égards, elle rappelle — comme en Ukraine ou au Groenland — l'importance d'une Europe unie et souveraine. C'est aussi ce message que je transmettrai demain au président du Conseil européen, António Costa, lorsqu'il sera en visite au Luxembourg.

Monsieur le Président,

Nous venons de dresser le tableau d'un monde marqué par l'instabilité, l'insécurité et, dans une certaine mesure, l'incertitude. Mais cela ne signifie pas que nous devons nous limiter au rôle de spectateurs, ni que nous le puissions. C'est à nous d'en tirer les bonnes leçons et de nous préparer à un monde en profonde transformation. Et c'est précisément le défi que le gouvernement entend relever.

Dans un monde de plus en plus rude, nous devons renforcer nos investissements dans notre propre sécurité, chez nous comme à l'étranger. C'est parce qu'aucun pays de l'Union européenne ne peut, à lui seul, peser suffisamment que nous devons œuvrer à une politique étrangère européenne commune. C'est parce que nous restons dépendants des énergies fossiles que nous devons nous engager résolument dans un développement massif des énergies renouvelables. Et c'est parce que le commerce international devient plus incertain que nous devons renforcer nos partenariats avec d'autres régions du monde.

Voilà ce que le Luxembourg peut faire. Et voilà ce que le gouvernement fera. Mais l'avenir de l'Iran ne doit pas être décidé à Washington, ni à Jérusalem, ni à Bruxelles, ni même à Luxembourg.

L'avenir de l'Iran appartient aux Iraniens — et aux Iraniens seuls. S'engager pour la liberté et la paix en vaut toujours la peine, chez nous comme ailleurs. Et c'est ce que nous faisons, particulièrement en ces temps instables et incertains.

Merci.